

Le 6 février 1934, l'émeute secoue Paris

par Pierre Miléo, docteur en histoire,
membre du CREAL76



Affrontements entre manifestants et forces de l'ordre le 6 février 1934

Le 6 février 1934, l'émeute secoue Paris. Elle est dirigée par les ligues d'extrême droite parisiennes. Ces dernières sont, cependant, très divisées sur les objectifs politiques à atteindre. Certes celle de l'Action française, royaliste, épaulée par d'autres organisations de tendance fasciste veut s'attaquer directement au régime en place et le détruire.

Mais d'autres non moins importantes, comme les Croix-de-Feu, association d'anciens combattants de droite, dirigée par le colonel François de La Rocque (1885-1946), s'y refusent par respect de la légalité.

La violence de l'événement reste encore dans les mémoires et plusieurs contemporains ont alors cru à un éventuel changement de régime. Cette thèse a été reprise par nombre d'historiens qui mettent en avant la brutalité des manifestations qui eut lieu ce jour-là et qui surprit une partie des contemporains.

- Mais quelles furent les raisons du mécontentement qui suscita la colère des émeutiers ?
- La seule protestation contre un régime gangréné par la corruption et l'affairisme a-t-elle suffi à provoquer ces actions subversives ?
- Sinon, quels sont les autres causes de cet événement qui a marqué notre histoire républicaine ?

Pour répondre à ces questions, nous examinerons l'état de la société française en 1934. Puis nous analyserons l'état des forces sociales en présence, leur implication dans la crise qui se dénoue et les résultats.

La société française en 1934.

La crise financière qui résulte du krach de Wall Street, le 24 octobre 1929¹, désintègre le système économique mondial et déclenche la ruine des différentes monnaies nationales. Elle atteint donc tous les pays mais à un rythme différencié, selon l'étalon sur lequel la monnaie est assise. La devise française reposant sur l'or est touchée plus tardivement que celle des USA, des îles Britanniques ou de l'Allemagne. Par ailleurs, son économie reposant encore largement sur l'artisanat et l'agriculture, la crise économique ne l'atteint que vers fin 1931 début 1932². Mais ses effets sont alors bien présents. Les fleurons de la production industrielle sont les premiers ébranlés : de 1930 à 1935, l'acier réduit de 40 % sa production et l'aluminium de 50 %. Mais c'est

surtout l'exportation qui s'effondre des deux tiers de son activité, les commandes des pays étrangers ayant fondu d'autant. C'est enfin le secteur bancaire qui est durement frappé et qui doit être soutenu par le gouvernement qui s'y refusait jusqu'alors. De même, il secourt certaines grosses entreprises comme la Compagnie générale transatlantique ou l'Aéropostale mais se refuse à toute politique de relance économique qui menacerait la stabilité du franc. La défense de ce dernier est conforme aux règles budgétaires de l'économie libérale que les dirigeants politiques français entendent mener et qui les unit, sur ce point, avec l'ensemble des partis politiques de l'époque, des conservateurs aux communistes. Pourtant, la dévaluation de la livre sterling

¹ Il passe quasiment inaperçu en France. Cf. Jean-Charles ASSELAIN, *Histoire économique de la France du XVIII^e siècle à nos jours. T.2 De 1919 à la fin des années 1970*, Paris, Le Seuil, 1984, p. 32

² Cf. Jean METTAS, « L'entre-deux-guerres, 1919-1939 » dans *Histoire de la France des origines à nos jours*, sous la dir. de Georges Duby, Paris, Larousse, 1999, p. 841. L'auteur fait remarquer que la Banque de France, de 1928 à 1931, enregistre un quasi doublement de son stock d'or et que la production se maintient à un niveau supérieur à celui d'autres pays comparables (Royaume-Uni, Allemagne)

(septembre 1931) entraîne une quasi-réévaluation du franc qui provoque un renchérissement de ses exportations et une prolongation de la crise économique, pour la France, jusqu'en 1936.

Entre temps, aux États-Unis, F. D. Roosevelt (1882-1945) avec le New Deal³ et la théorisation de certaines expériences de relance économique, des mesures voient le jour sous l'impulsion de J. M. Keynes (1883-1946), entre 1933 et 1936⁴. Ne voulant pas dévaluer le franc, ni le détacher de l'étalon-or, les gouvernants français, au premier rang desquels P. Laval (1883-1945), décident d'entamer une baisse générale des prix et de respecter scrupuleusement l'équilibre du budget national. Son gouvernement décide une diminution de son volume de 10 % et, pour y parvenir, diminue l'ensemble des ressources financières des différents ministères, ainsi que les salaires des fonctionnaires, les pensions et les rentes de la même manière. La déflation qui s'ensuit oblige à une baisse des loyers, du prix du pain, du charbon, et de l'électricité. Mais si l'on observe une légère reprise de l'activité économique, la baisse des prix qui devait l'accompagner n'a pas lieu.

Bien au contraire, ils se redressent de façon spectaculaire et rapide. Pour ne pas avoir su suivre les pays qui, constatant leur incapacité à enrayer la crise économique tout seuls, eurent recours à la dévalorisation de leur monnaie, la France dut payer brutalement, sur les plans politique et social, le prix de cette crise. Mis à part les très riches, toutes les classes sont sévèrement touchées, tant en métropole que dans

l'empire colonial, mais de manière différente. Leur réponse, pour trouver un débouché à la crise, se différencie beaucoup⁵.

Les forces réactionnaires à l'action

Nous l'avons vu, depuis l'échec du Cartel des gauches en 1928 et jusqu'en 1932, ce sont elles qui sont majoritaires à la Chambre des députés et gouvernent le pays, en tentant de limiter les effets inattendus d'une crise qu'elles ne comprennent pas et qu'elles croient pouvoir résoudre dans le seul cadre national. Or cette crise est mondiale et remet en question les canons de l'économie libérale qui ignorent les impératifs sociaux. Ce sont ces derniers qui commencent à s'exprimer avec l'élection, en 1932, d'une nouvelle majorité « cartelliste » de radicaux et socialistes. Ce résultat provoque l'opposition des partis de droite et d'extrême droite qui remobilisent leurs partisans dans des organisations qui s'expriment violemment dans les débats publics.

Connues sous le nom de ligues, elles représentent tous les courants de la droite républicaine, des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, aux royalistes de l'Action française qui refusent le régime républicain, en passant par les diverses organisations qui se réclament de la représentation du fascisme français⁶.

Leur soutien se trouve dans la bourgeoisie qui n'avait pas encore récupéré son patrimoine d'avant-guerre, suite aux destructions de la première conflagration mondiale, de l'inflation qui s'ensuit et à la nouvelle crise économique mondiale qui atteint la France dans le début des années 30 et va durer jusqu'en 1936.

³ Cf. Yves-Marie PÉREON, *Franklin D. ROOSEVELT*, Paris, Taillandier, 2015, p.175-176

⁴ Cf. Jean-Charles ASSELAIN, *Histoire économique de la France du XVIII^e siècle à nos jours. T.2 De 1919 à la fin des années 1970*, op. cit., p. 31-32

⁵ Cf. Gérard Noiriel, *Une Histoire populaire de la France*, Agone, Marseille, 2018, p. 529-534

⁶ Généralement des admirateurs de Mussolini.

Elle accepte mal la création de l'impôt sur le revenu qui ne cesse d'augmenter⁷.

Aussi, se défie-t-elle du régime républicain dont certains dirigeants sont impliqués dans des scandales financiers à répétition depuis ceux du canal de Panama au plus récent, la faillite frauduleuse du banquier Albert Oustric. Les artisans et commerçants sont également touchés par cette crise économique. Ils souffrent de la concurrence redoutable que leur font les « grandes surfaces » naissantes aussi bien en ville que dans les campagnes. Eux non plus ne voient aucune solution à leur difficulté et se sentent abandonnés par un régime qui ne les protège pas.

Les paysans, de même, supportent mal les conséquences de la crise et la baisse des prix de leur production qui ruine les plus faibles et les chasse de leur propriété. Ils s'organisent pour empêcher les expropriations de plus en plus nombreuses. Ils suivent leurs chefs du Parti agraire, Henri Dorgères (1897-1985) ou de la Défense paysanne, Marcel Braibant (1886-1960). Ces deux derniers fondent leur organisation en une seule : le Front paysan. Il réussit à s'opposer à certaines expropriations mais ne parvient pas à s'imposer dans le champ politique, la division de la paysannerie étant trop forte. Elle s'éparpille dans tout le champ partisan, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Enfin, les anciens combattants s'organisent dans les ligues et surtout dans celles des Croix-de-Feu ou de l'Union nationale des combattants (UNC). Ils constatent que les sacrifices qu'ils ont consentis au front n'ont servi à rien. Leur maigre pension ne leur sert qu'à survivre et ils ne peuvent que constater la gabegie de ces divers scandales financiers qui les révoltent. Toutefois, ferme-



Les visages d'Alexandre Stavisky : à gauche, une photographie d'anthropométrie judiciaire où il a l'apparence sous laquelle il est le plus connu ; à droite, le visage composé pour se dissimuler et brouiller les pistes vers 1926.

ment attachés à la paix, ils restent fidèles à la république dont ils attendent le ferme respect des lois et de l'ordre. C'est dans ce contexte qu'intervient l'affaire Stavisky. Nouveau scandale financier où des responsables politiques sont impliqués à tous les degrés avec des affairistes de haut vol. D'abord, il y a le député-maire radical de Bayonne qui couvre les malversations d'un banquier véreux, Alexandre Stavisky. Il a, déjà, bénéficié des largesses de magistrats qui lui ont accordé des remises de sanctions financières dans de précédentes affaires frauduleuses, pourtant sanctionnées par des juges de la section financière du parquet parisien. Enfin, le président du Conseil, Camille Chautemps (1885-1963), refuse de mettre en place une commission d'enquête parlementaire, alors que la franc-maçonnerie dont il fait partie serait impliquée dans l'affaire. La réprobation est à son comble quand on découvre le « suicide » du suspect, dans des conditions pour le moins très confuses. Ce fiasco juridicopolitique incarne la caricature des pratiques de certains hommes politiques et hommes d'affaires de la III^e République.

⁷ Voté en 1914, la Chambre bleu horizon fut contrainte de le rendre effectif mais surtout d'augmenter les tranches supérieures, dont le taux de la plus haute passa de 2 % en 1914 à 50 % en 1920. Ce prélèvement fut justifié par le déficit budgétaire qui équivalait, alors, à 160 % du PIB. Ce déficit servait à financer les travaux de reconstruction d'après-guerre. Cf. Gérard Noiriel, *Histoire populaire de la France*, op. cit. p. 515

Il provoque les manifestations du 6 février 1934, organisées par la droite et l'extrême droite⁸. Celles-ci sont persuadées que Stavisky a été assassiné pour couvrir des responsables du gouvernement. Outrées par la décision du nouveau président du Conseil, É. Daladier (1884-



1970), d'exiler le préfet de police de Paris, Jean Chiappe (1878-1940)⁹, à la Résidence générale de France au Maroc, elles appellent à empêcher l'avènement d'un nouveau gouvernement émanant de l'alliance

« cartelliste ». Elles espèrent ainsi provoquer son échec, comme en 1926, et reprendre la majorité à la Chambre. Certes, cette dernière coalition n'en a pas les moyens politiques car elle est trop divisée - les manifestants sont appelés à des endroits différents, selon les diverses organisations qui ne se rencontreront pas même si certains parviennent à déborder les services d'ordre qui leur résistent - et ne représentent qu'une minorité, spécifique à Paris, qui n'est pas du tout suivie dans le pays¹⁰. La meilleure preuve est que la Chambre ne plie pas dans l'après-midi du 6 février. Devant la menace d'une « fraction de la population parisienne »¹¹, elle accorde sa confiance à Édouard Daladier. Mais ce dernier n'est pas suivi par les plus hautes autorités de la République, les présidents de cette dernière, de la Chambre de députés et du Sénat. Le nouveau président du Conseil démissionne, le 7 février au matin. C'est la première fois, dans l'histoire de la

III^e République, qu'un gouvernement s'incline à la suite d'une émeute.

Les heurts entre manifestants et policiers ont fait 15 victimes et 328 blessés¹². C'est le plus lourd bilan recensé depuis la Commune de 1871. C'est précisément ce que craignent les principaux personnages du pays qui voient monter un mécontentement social qu'ils ne savent pas endiguer et qui veut se faire entendre. Néanmoins les forces de répression sont restées fidèles aux institutions et ont repoussé, en tirant ou chargeant au sabre, au besoin, les factieux. D'une certaine manière, les ligues et la droite obtiennent satisfaction, puisque le nouveau président du Conseil n'est pas un parlementaire de la majorité « cartelliste » mais Gaston Doumergue, un ancien président de la République. Il rassure les partis modérés de droite et de gauche qui veulent ramener le calme dans la vie politique française et dont ils perçoivent l'urgence de résoudre les difficultés de la question sociale.

La montée des organisations ouvrières

La population ouvrière du pays est celle qui subit les plus forts dommages dus à la crise économique, même si ceux-ci arrivent plus tard que dans des pays comparables¹³ du point de vue économique et social. Le pic est atteint, en 1933, avec l'arrivée du chômage de masse. Jusqu'alors, maintenue dans des secteurs périphériques de l'activité économique du pays, elle ne concerne qu'une minorité de travailleurs dépourvus de toute protection sociale et peu syndiquée. Seul le rattachement au monde rural, encore réel,

⁸ Cf. René Rémond, « Notre siècle (1918-1988) » dans *Histoire de France, T. 6* de Jean Favier, Paris, Fayard, 1988, p. 164-166

⁹ Celui-ci n'a jamais caché ses bonnes relations avec les chefs des ligues d'extrême droite.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid., p. 164

¹² Cf. Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire*, Paris, Taillandier, 2018, p. 39. L'auteur précise dans ces notes que le nombre de morts se porte à 18 si l'on compte ceux qui décèdent de leurs blessures, dans les jours qui suivent la manifestation, dont 17 manifestants.

¹³ Comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne



6 février : un groupe de manifestants commence à se former place de la Concorde

lui permet péniblement de survivre.

Le gouvernement pense trouver une solution en favorisant le licenciement massif des travailleurs immigrés qui sont sommés de rentrer dans leur pays d'origine. C'est le cas de 15 000 mineurs polonais du Nord-Pas-de-Calais et de leur famille¹⁴. En second lieu, ce sont les femmes qui doivent laisser leur place aux « chefs de famille ». Mais, nous l'avons vu plus avant, en 1933, ce sont les gros secteurs de la métallurgie, du bâtiment, des mines et de la construction navale qui sont touchés, entraînant avec eux les sous-traitants et la propagation au reste de l'activité industrielle et commerciale du pays.

En quelques mois, le nombre de chômeurs qui était de 400 000 dépasse le million¹⁵. C'est un traumatisme pour ceux qui sont touchés car ils ne disposent d'aucune protection sociale pour y faire face. Déjà, il a fallu dix ans aux différents gouvernements pour tenter d'établir une protection sanitaire accessible à l'ensemble de la population. Seule une partie de la population bénéficie d'une aide gouvernementale pour y accéder et la gestion du système est confiée aux mutuelles ou assurances privées. Les plus pauvres ne peuvent donc en bénéficier totalement.

Mais il n'existe pas de protection générale contre le chômage et le patronat en profite pour supprimer certains emplois et les remplacer par des emplois moins bien payés ou réduire le nombre de jours de travail par semaine. Un chômeur, à cette époque, ne perd pas seulement son salaire, il peut être dépossédé de son logement (qui appartient bien souvent au patron) et du bénéfice de sa mutuelle (gérée ou contrôlée par l'employeur). Devant de telles menaces, il est difficile de se mobiliser. D'autant que la division syndicale de la CGT de 1921, en deux organisations, consécutive à celle de la SFIO de 1920, ne le facilite pas.

Alors, le gouvernement renvoie les sans-emploi vers les municipalités et les maisons¹⁶ de bienfaisance qui sont très vite débordées. Seules, les organisations syndicales et politiques ouvrières, voire leurs communes, réagissent en mobilisant leurs adhérents (ou électeurs) pour leur porter secours¹⁷. Elles organisent des soupes populaires et des restaurants coopératifs. Mais leur division ne leur permet pas d'engager de mouvements revendicatifs crédibles. Elles recourent à des manifestations moins coûteuses pour leurs militants comme les marches vers Paris qui s'appuient sur la solidarité des ouvriers qui sont encore au travail ou des paysans qui peuvent leur fournir des denrées alimentaires à moindre prix. Des liaisons, ainsi, s'établissent entre ces différents milieux qui sont sensibles à la propagande du Parti communiste, « classe contre classe ». Certains de ses propagateurs, en milieu rural, sont Renaud Jean (1887-1961), dans le sud-ouest ou Waldeck Rochet (1905-1983), en Bretagne¹⁸.

¹⁴ Cf. Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire*, op.cit. p. 23-24

¹⁵ Cf. Jean METTAS, « L'entre-deux-guerres, 1919-1939 », op. cit. p. 842

¹⁶ Ou bureaux de bienfaisance

¹⁷ Cf. Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire*, op.cit. p. 20-21 et aussi Nicolas Beaupré, « Les grandes guerres, 1914-1945 », dans *Histoire de France, 12*, sous la dir. de Joël Cornette, Paris, Belin, 2014, p. 684-685

¹⁸ Ibid. p. 28-29

Toutes les couches de la société française étant rapidement touchées, ces solidarités s'installent et finissent par créer des rassemblements ouvriers revendicatifs de plus en plus soutenus par la population locale. Si bien que l'on commence à voir apparaître une agitation rampante qui s'organise dans le pays autour des syndicats et des partis politiques qui cherchent à unifier le mécontentement qui grandit. Les premières manifestations commencent dans les grandes usines en général et la construction mécanique en particulier où les militants communistes appellent à l'action. Gérard Noiriel signale le cas de l'usine Renault de Billancourt où une chaudière explose tuant huit ouvriers et en blessant plusieurs autres, le 6 février 1933. Les incidents qui opposèrent les ouvriers et leurs représentants syndicaux d'une part, et le maire socialiste de la commune et le patronat d'autre part, furent largement diffusés sur tout le territoire¹⁹. On put y constater le début d'une prise de conscience et d'identification à un monde ouvrier qui se consolidait dans toute la période. Elle se caractérise par une multiplication des initiatives pour renforcer cette unité renaissante. Les mal lotis s'agitaient. Les comités de chômeurs se créèrent sur le même modèle que les syndicats, soutenus par les municipalités communistes. D'autre part, les fonctionnaires ont vu leur traitement amputé de 10 % par décision budgétaire. Les retraités ont constaté le siphonnage de leur pension par l'inflation des prix et leurs caisses vidées de leurs fonds par la crise financière. C'est pourquoi, l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) dont les responsables étaient Henri Barbusse (1873-1935) et Paul Vaillant-Couturier (1892-1937), entre autres, a participé aux manifestations du 6 février 1934, mais pour d'autres



Manifestation de la SFIO en réaction à la crise du 6 février 1934. Une pancarte proclame « à bas le fascisme » et des banderoles exigent « le pouvoir au socialisme » et la « dissolution des ligues fascistes » (agence Meurisse, 1934, Paris, BnF).

motifs que les ligues. Elle protestait contre les gabegies financières à répétition des banquiers escrocs qui ruinaient les petits épargnants et s'opposait à la nomination de Daladier qui avait révisé à la baisse les pensions des anciens combattants. Mais elle ne se joignit pas aux manifestants de droite et d'extrême droite qu'elle combattait²⁰. En effet, ce mouvement d'anciens combattants était dirigé par des militants communistes. Or, la III^e Internationale venait de faire le bilan catastrophique d'une ligne « classe contre classe » antisocialiste en Allemagne qui avait conduit au pouvoir, entre autres, le parti nazi et son chef, Adolf Hitler. Le triomphe de ce dernier est dû, en partie, à la division entre communistes et socialistes allemands et à la participation des communistes à certaines manifestations initiées par les syndicats nazis. Ne tenant pas à renouveler l'expérience en France, elle a opéré un changement radical d'alliance et recommandé l'union des partis ouvriers. Ce sont les manifestations des 9 et 12 février 1934, appelées par la CGT et la CGTU sous la pression de leur base pour répondre à la tentative de déstabilisation du régime et de la majorité « cartelliste » de la Chambre des députés, qui déclenchèrent le mouvement.

¹⁹ Cf. Gérard Noiriel, *Une Histoire populaire de la France*, op. cit., p.521

²⁰ Cf. Nicolas Beaupré, « Les grandes guerres, 1914-1945 », op. cit. p.705

Amplifiant un mouvement de fusion syndicale qui avait déjà commencé depuis 1932²¹, les ouvriers de la CGTU rejoignirent la manifestation socialiste du 12 février, mettant leurs dirigeants devant leurs responsabilités. En France, sa section, le PCF, se conforma aux injonctions de son Internationale et alla même au-delà, quand son secrétaire général, Maurice Thorez (1900-1964)) proposa aux radicaux de rejoindre l'alliance nouvelle qui se constituait : le Front populaire. Il faut préciser qu'outre la classe ouvrière qui avait enclenché le mouvement, des intellectuels se sont joints au mouvement et ont créé des comités de vigilance des intellectuels antifascistes.

Grâce à l'action de la Ligue des droits de l'homme (LDH) qui a impulsé la mobilisation contre les manifestations fascistes, dès la fin février, ils ont été créés dès le mois de mars 1934 par le socialiste Paul Rivet (1876-1958), le communiste Paul Langevin (1872-1946) et le radical Alain (1868-1951).

Ils ont essaimé très rapidement en province où l'on a compté 450 manifestations dans 356 villes de France²².

Enfin, nous l'avons vu, une partie des paysans qui s'insurgeaient contre les effets sociaux de la crise, des fonctionnaires, des anciens combattants et des petits commerçants et artisans, victimes des mesures budgétaires déflationnistes du gouvernement ont fini par se rejoindre dans le Front populaire qui s'est créé dès l'été 1934, par la transformation des comités de vigilance en comités du Front populaire.

L'apogée de ce mouvement naissant se situe à partir du 27 juillet 1934 qui voit la SFIO et le PC signer un « pacte d'unité d'action ». Les deux

principaux partis du mouvement ouvrier français mirent fin (provisoirement) à 14 ans de désunion et commémorèrent ensemble le vingtième anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès (1859-1914). Enfin, Daladier, soutenu par la majorité des députés radicaux, le 6 février, a pris la tête de l'aile contestataire de gauche de son parti au congrès de Nantes d'octobre. Il y condamna « les 200 familles » qui s'accaparaient la richesse du pays. Mais il ne répondait pas aux avances de Thorez pour créer « un large front populaire ».

Conclusion

Les manifestations du 6 février 1934 ne furent pas une insurrection, ni une tentative de prendre le pouvoir de la part de bandes politiques de droite ou d'extrême droite, certes, organisées. Ce fut simplement une tentative de pression pour changer l'orientation politique du pays vers un régime qui garantirait les seuls intérêts « des 200 familles ». Cependant, elles n'avaient aucune chance d'aboutir réellement car elles ne représentaient pas ce que voulait en 1934 la majorité des Français qui s'était exprimée dans les urnes en 1932. Bien au contraire de leurs ambitions, les ligues factieuses d'extrême droite réveillèrent les forces populaires qui, en s'organisant, refusèrent de payer les conséquences d'une crise économique dont elles n'étaient pas responsables. Elles purent ainsi défendre leur droit à une vie décente.

Retrouvant leur unité organisationnelle et politique dans le Front populaire, elles vont construire un puissant mouvement revendicatif propre à leur fournir les conditions d'un monde plus juste.

²¹ Cf. Dominique Andolfatto et Dominique Labbé, *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Paris, Le Seuil, 2006, p 182-193

²² Cf. Gérard Noiriel, *Une Histoire populaire de la France*, op. cit. p. 527



édité par le CREAL76 , mars 2024

Comité de réflexion et d'action laïque de Seine-Maritime

www.creal76.fr

creal76@creal76.fr